

ALEXANDER PANOV

Membre du conseil consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie

Fen Osler Hampson, directeur du programme de sécurité internationale et politique du CIGI ; co-directeur de la Commission mondiale sur la gouvernance d'internet ; professeur chancelier à l'université Carleton, Ottawa, Canada

Thank you. If I heard you correctly, you are saying that politics and the Ukraine crisis in particular pose a challenge to the geo economic enterprise that we have just heard about from Professor Foucher. Our next speaker is Alexander Panov, who is a member of the Advisory Board of the Security Council of the Russian Federation, who will give us a Russian view on the evolution of geopolitics and geo economics in Eurasia.

Alexander Panov, Membre du conseil consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie

Merci. Je ne vais pas exprimer ici la position de la Russie, mais plutôt ma position. Je souhaiterais en effet exposer mon point de vue sur le processus d'intégration en cours dans cette vaste région, les perspectives et ce que nous pouvons en attendre.

Je voudrais dire tout d'abord que l'idée d'une Eurasie unie n'est pas nouvelle. De nombreux hommes politiques, à commencer par le Président français de Gaulle dans les années 1960, ont avancé l'idée d'une Europe ou Eurasie unie, de Lisbonne à Vladivostok. C'était pendant la guerre froide, lorsque l'Europe et le monde étaient divisés, mais cette idée a fait son chemin puisque nous en discutons aujourd'hui de façon plus concrète. On peut donc dire que le Président de Gaulle avait une vraie vision de l'avenir.

La Russie se considérait également comme européenne et asiatique, partie intégrante de l'Eurasie, et en janvier 2014, le Président Poutine a proposé à Bruxelles de démarrer une première phase de négociations pour l'intégration et la création, jusqu'en 2020, d'une zone de libre-échange entre l'Union européenne et l'Union douanière composée de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan. Le ministre des Affaires étrangères, M. Lavrov, dans un discours en novembre 2014, a évoqué le concept d'un espace économique et humanitaire unifié, de Lisbonne à Vladivostok, et il est important que le ministre ait parlé de cela malgré la crise actuelle dans les relations russo-européennes et russo-américaines.

La crise est maintenant dans une phase aiguë, mais nous devons comprendre que chaque crise est finalement résolue. Les idées subsistent et font leur chemin malgré les crises. Le Président chinois Xi Xin Ping a également présenté le concept d'une ceinture économique de la Route de la Soie et d'une Route maritime de la Soie du 21^e siècle. Ces initiatives sont en fait les deux volets d'une initiative appelée en abrégé « une Ceinture et une Route ». Ce concept a été proposé sans explication claire et ce n'est pas la première fois. En effet, il n'est pas rare que les décideurs politiques lancent les initiatives de ce type sans aucune explication concrète. Après quoi, c'est aux universitaires, conseillers et hommes d'affaires d'essayer de comprendre ce qu'il y a derrière, et ici aussi nous essayons aujourd'hui de comprendre les tenants et les aboutissants. Les Chinois ont expliqué à la Russie que la Russie était comprise dans le concept et que la Chine travaillera en coopération avec la Russie. Cependant, comme vient de nous le dire notre confrère chinois, n'importe quel pays peut y prendre part. Ce n'est à ce stade qu'une idée très vague et le rôle que la Russie pourrait jouer n'est pas clair. La Russie devra-t-elle se contenter de regarder passer les trains grande vitesse allant de Pékin à l'Europe et de les saluer à leur passage ? La Russie sera-t-elle un passager du train et y transportera-t-elle ses marchandises ou peut-être conduira-t-elle le train ? Il reste donc beaucoup de questions sans réponse.

Je dirais également qu'il est très important que la Présidente de la République de Corée, Mme Park Geun hye, ait annoncé une initiative eurasiatique destinée à relier le continent eurasiatique et à lever les obstacles aux échanges, l'objectif étant de faire de ce continent une entité unique viable. Nous avons ici le concept d'une Eurasie unie de Lisbonne à Busan. Il s'agit donc d'un autre concept.

Il est difficile d'envisager une Eurasie unie, mais la première étape pourrait être l'intégration des intégrations dans ces vastes territoires. Pour revenir à l'initiative de la Présidente de la République de Corée, il convient de souligner que la Russie a soutenu cette idée dès le départ et le Président Poutine lui a expliqué sa vision. En outre, cette initiative est parfaitement en phase avec les propositions russes, et notamment avec les initiatives visant à relier les réseaux ferroviaires transcoréens et transsibériens afin d'assurer un transport de marchandises rapide, fiable, sûr et à bas coût entre l'Asie et l'Europe.

Avec la mise en œuvre de plans à grande échelle pour le développement de la partie extrême-orientale du continent, la Russie souhaite renforcer les relations avec la Corée du Nord et la République de Corée. Il existe nombre de projets dans lesquels Moscou, Séoul et Pyongyang sont déjà parties prenantes, notamment des projets dans les secteurs du transport et de l'énergie. Durant sa visite à Séoul, en novembre 2013, le Président Poutine a dit ceci dans une conférence de presse : « Cette coopération tripartite ne doit pas être l'otage de la politique ; elle doit au contraire devenir un important facteur de consolidation et de réconciliation ».

La Russie a déjà pris certaines mesures pratiques visant à rénover le réseau ferroviaire et à développer les installations portuaires en Corée du Nord. Les résultats sont déjà visibles. En novembre de cette année, 40 000 tonnes de charbon de Russie ont été transportées sur des voies ferrées modernisées par la Russie jusqu'à un nouveau port à Rajin en Corée du Nord presque entièrement construit par la Russie, et le charbon a été ensuite acheminé par navire vers la République de Corée. Ce n'est certes qu'une première étape, mais nous prévoyons par la suite un transport par conteneurs pour utiliser les installations portuaires. Par ailleurs, la Russie, la République de Corée et la Corée du Nord discutent actuellement d'un projet de construction d'un gazoduc partant de Russie et traversant le territoire des deux États coréens. Si les deux Corées peuvent parvenir à un accord, ce projet pourrait se concrétiser assez rapidement et il permettra d'instaurer un climat de confiance entre les deux États coréens. Pour que l'initiative eurasiatique soit couronnée de succès, la péninsule coréenne doit tout d'abord briser le mur de méfiance. Nous sommes conscients que ce ne sera pas chose aisée, mais nous devons essayer de faire avancer les choses dans ce sens.

Comme cela a déjà été dit, l'Union économique eurasiatique (UEE) entrera en vigueur le 1er janvier 2015 et je souhaiterais compléter les propos du président concernant l'Union économique eurasiatique. Tout d'abord, elle possède des richesses énergétiques, produisant 20,7 % du gaz naturel mondial et 14,6 % du pétrole mondial. Elle produit également 9 % de l'énergie électrique mondiale et 6 % du charbon mondial. Six des huit plus grandes autoroutes asiatiques traversent le territoire de l'Union économique eurasiatique, reliant l'UEE à de nombreux pays d'Europe et d'Asie. L'UEE a déjà créé la Banque eurasiatique de développement, laquelle a financé des projets d'investissement dans les États membres pour un montant total supérieur à 4,5 milliards de dollars. Il est prévu d'instaurer une union monétaire dans un horizon de cinq à 10 ans et le projet de création de l'Espace économique a pour objectif les « quatre libertés » : la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des hommes. Les experts tablent sur une croissance de 25 % dans les États membres de l'UEE d'ici 2030. Comme cela a été dit, l'Arménie et le Kazakhstan vont rejoindre l'organisation et la Chine a déjà réagi positivement à sa création et envisage d'allier la stratégie « Route de la soie » avec l'activité de l'UEE. Il est également intéressant de souligner que, lors de sa visite à Moscou en novembre dernier, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, a déclaré qu'il était important d'établir un dialogue entre l'Union européenne et l'Union économique eurasiatique.

Mais l'Union économique eurasiatique n'a pas que des partisans ; elle a également des détracteurs. Certains décideurs politiques et universitaires considèrent que l'UEE est une idée de la Russie pour réunir à nouveau les anciennes républiques soviétiques et restaurer l'Empire russe. Alors qu'elle était secrétaire d'État des États-Unis, en décembre 2012, Hilary Clinton a exprimé ouvertement son opposition à la création de l'Union économique eurasiatique, prétendant qu'il s'agissait d'une tentative de rétablir une union de type URSS entre les anciennes républiques soviétiques et elle avait promis de trouver le moyen de la ralentir ou de l'empêcher. Malheureusement, ce que nous voyons aujourd'hui en Ukraine peut être considéré comme une stratégie des États-Unis allant dans ce sens.

L'un des principaux intérêts géopolitiques de la Russie réside dans une intégration toujours plus étroite avec les anciennes républiques soviétiques qui font partie de l'Eurasie. Bien évidemment, cela n'a rien à voir avec une quelconque volonté de restaurer l'empire soviétique. Ce n'est certes pas la même approche, mais lorsqu'on voit le vif intérêt des États-Unis pour la création d'un partenariat transatlantique, personne ne soulève d'objections. Pourtant, on pourrait dire aussi que les États-Unis essaient ainsi d'exercer un contrôle économique sur l'Europe. Certains bien sûr pourraient être tentés de le dire, mais l'Europe rejettera sans doute cette interprétation. Pourquoi est-ce une mauvaise chose lorsque la Russie tente de développer la coopération économique, mais pourquoi est-ce une bonne chose lorsque les États-Unis prévoient un partenariat de ce type – et pas seulement un partenariat transatlantique, mais également un partenariat transpacifique ?

En conclusion, nous avons aujourd'hui non seulement des déclarations d'intention, mais également quelques projets et accords concrets pour la création progressive d'une Eurasie économique unie. Ce n'est certes pas un processus aisé et de nombreux obstacles, tant économiques que politiques, se dressent sur la route. Je répète que, compte tenu des circonstances, l'approche la plus pratique serait ce que j'appellerais « l'intégration des intégrations ».